

Véronique ELOY  
03 44 06 13 02  
veronique.eloy@oise.gouv.fr

Beauvais, le **20 SEP. 2021**

**La Préfète de l'Oise**  
à  
**Mesdames et Messieurs les Maires**  
**Madame et Messieurs les Sous-Préfets d'arrondissement (pour information)**

**Objet : Dotation particulière « élu local » – exercice 2021**

La présente note d'information a pour objet de présenter les conditions d'éligibilité et les modalités de répartition et de versement de la dotation particulière « élu local » (DPEL) au titre de l'année 2021.

Cette dotation est plus particulièrement destinée à compenser les dépenses obligatoires entraînées par les dispositions législatives relatives aux autorisations d'absence, aux frais de formation des élus locaux et à la revalorisation des indemnités des maires et des adjoints.

Le décret n°2020-606 du 19 mai 2020 a mis en œuvre la réforme de cette dotation en créant deux parts dont les règles d'éligibilité sont distinctes.

**I. Première part ou part principale**

La première part de la dotation particulière « élu local » est attribuée aux communes :

- dont la population est inférieure à 1 000 habitants,
- dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 1,25 fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de moins de 1 000 habitants, soit 724,586883 € en 2021. Le seuil d'éligibilité est donc égal à 905,733604 €.

**II. Seconde part**

Celle-ci est attribuée à deux catégories de communes :

➤ aux communes éligibles à la première part dont la population est inférieure à 200 habitants. Ces communes bénéficiant de la première part, il en résulte que leur potentiel financier par habitant est nécessairement inférieur à 1,25 fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de moins de 1 000 habitants. Elles bénéficient d'une attribution de la seconde part **égale au montant attribué au titre de la première part** ;

➤ aux communes éligibles à la première part dont la population est comprise entre 200 et 500 habitants. Ces communes bénéficiant de la première part, il en résulte que leur potentiel financier par habitant est nécessairement inférieur à 1,25 fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de moins de 1 000 habitants. Elles bénéficient d'une attribution de la seconde part **égale à 50% du montant de la première part**.

### **III. Répartition et détermination des attributions**

S'agissant de la **première part** :

L'attribution est égale au rapport entre le montant de la dotation et le nombre de communes bénéficiaires en 2021. Le montant prévu en loi de finances pour 2019 étant égal à 65 006 000 € et le nombre de communes éligibles à la part principale étant égal à 21 471, le montant versé au titre de la première part s'élève donc à **3 027 €**.

S'agissant de la **seconde part**

➤ pour les communes bénéficiaires de cette part à taux plein, le montant est identique à la première part soit 3 027 €. La dotation particulière « élu local » est donc de **6 054 €**.

➤ pour les communes bénéficiaires de cette part à taux réduit, le montant est égal à la moitié du montant versé au titre de la première part soit 1 514 €. La dotation particulière « élu local » est donc de **4 541 €**.

Le versement de la dotation particulière s'effectue en une seule fois et sera disponible sur le compte de votre collectivité prochainement.

### **IV. Informations complémentaires**

**En vertu de l'article 250 de la loi de finances pour 2019, les attributions individuelles au titre de cette dotation sont constatées par arrêté de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales du 22 juin 2021 publié au Journal officiel de la République française du 25 août 2021 ([www.journal-officiel.gouv.fr/dae.html](http://www.journal-officiel.gouv.fr/dae.html)). Cette publication vaut notification.**

En application de l'article L. 221-10 du code des relations entre le public et l'administration (CRPA), « *lorsqu'une personne demande à obtenir sur papier un acte publié au Journal officiel de la République française, l'administration lui communique l'extrait correspondant. L'administration n'est pas tenue de donner suite aux demandes abusives, en particulier par leur nombre ou par leur caractère répétitif ou systématique* ».

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information que vous pourriez souhaiter.

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire général

Sebastien LIME